

# Transformation

## Figures chancelantes - Les sujets de la transformation face à l'épreuve de vérité.

André Bleicher

*Mais la racine de l'histoire, c'est l'homme qui travaille, qui crée, qui transforme et qui dépasse les circonstances. Une fois qu'il s'en est emparé lui-même et qu'il a fondé ce qu'il avait à faire sans se désaliéner ni s'aliéner au sein d'une démocratie réelle, alors naît dans le monde quelque chose qui semble appartenir à l'enfance de tous et dans lequel personne n'a encore été : la patrie.*

Ernst Bloch (1985, p.1628)

Le forum économique mondial de Davos eut lieu en 2012 sous la devise : "*The Great Transformation : Shaping New Models*"<sup>1</sup>. Il ne s'agissait pas tant pourtant d'une compréhension des crises à la lumière du passé, mais beaucoup plus d'une intervention au sens du *futuring*. L'accent était donc mis avant tout sur l'évolution de modèles futurs, une appropriation et une prise de pouvoir sur des avenir et des mondes événementiels qui doivent encore être actualisés, c'est-à-dire créés. La crise mondiale financière et économique qui s'est engagée en 2007/08 fut prise comme sujet pour développer des concepts en vue de la refonte écologique de nos sociétés. (*Green New Deal Group 2008*). Ils entraient dans le programme du parti européen et allemand des Verts. D'autres institutions ont adopté le concept transformateur d'un *Green New Deal (DESA [United Nations Department of Economic and Social Affairs] 2011 ; OCDE 2011)*. Il s'agit d'un "écologisation" des modes de vie de production, de re-production, de consommation et de manières de vivre sous l'exploitation fondamentale en gardant les institutions de base du modernisme capitaliste, ce qui rend contestable le rattachement à Karl Polanyi qui a toujours mis au centre de l'analyse la marchandisation du capital, du travail et de la nature. Ceci vaut aussi pour la manière de procéder du *WGBU* [Conseil consultatif allemand sur le changement global, *ndt*] (2011), lequel en appelle à Polanyi dans le titre, sans cependant le prendre au sérieux dans son message central (Sachs 2013).

Dans ce qui va suivre, on va tout d'abord mesurer la *Highway to Hell* ["l'autoroute qui mène à l'enfer", en anglais dans le texte, *ndt*] et donc soumettre la longue décennie des crises à une attention détaillée. Dans un deuxième temps, le manque de visibilité des étapes de développement qui, en apparence, peuvent aider à sortir des crises et — dans un troisième temps, on examine ce qui entrave et

1 L'emprunt à Karl Polanyi (1945) pour le titre de la manifestation a été fait à dessein. La preuve extérieure en est qu'avec Kari Polanyi Levitt, c'est la fille de Karl Polanyi qui a été invitée à Davos. Dans l'introduction de son livre "*De la grande transformation à la grande financiarisation*", Kari Polanyi Levitt (2013, p.11), mentionne que l'esprit de Karl Polanyi a rôdé lors de la conférence de Davos. Il est sans doute vrai que le mouvement de recherche des élites de Davos, pour trouver des réponses aux questions soulevées par la grande crise financière, s'était emparé des œuvres de Karl Polanyi. Dans l'introduction à l'édition SKA des *Points essentiels de la question sociale*, il est montré à quel point le mouvement de recherche susmentionné, avec la réception de Polanyi, s'est rapproché des déclarations économiques de Rudolf Steiner (Strawe et Bleicher, à paraître, probablement en 2023).

permet à une alliance d'acteurs, qui œuvrent à une transformation socio-économique, et si les figures chancelantes peuvent nonobstant et éventuellement gagner une position claire et transformatrice.

### 1. Highway to Hell : la longue décennie des crises

Dans le registre et le symptôme de la dernière crise "classique", celle-là du capitalisme, dominé par le marché financier, qui s'est frayée une voie depuis désormais une bonne dizaine d'années, avant tout dans les grands centres capitalistes de l'Europe et de l'Amérique du Nord, s'établit dans le discours ébauché d'un penser de crises "multiples", donc d'une formation de crises qui ne caractérise pas uniquement une crise d'accumulation économique, mais thématise au contraire tout un événementiel crisiaque [oui, c'est peu employé en français, mais consultez le *Littré, s.v.p., ndt*] : la crise sociale-écologique, la crise de la reproduction et aussi la crise de la démocratie parlementaire (post-démocratie) caractérisent un développement qui éconduit la crise économique toute simple. Il y a déjà dix bonnes années de cela, on diagnostiquait "une exacerbation des contradictions du développement global et du capitalisme néolibéral" (Bader *et. al.*, p.13), "une aggravation des contradictions du développement global du capitalisme néolibéral", dont la possible aggravation en une "crise structurelle et hégémonique de la phase actuelle du capitalisme" ou même en une véritable "crise systémique au sens d'une crise globale de la formation sociale capitaliste" (*ibid.*, p.14) a été introduite dans le jeu pronostic, du moins contextuellement, comme une option historique possible - bien qu'improbable.

Si l'on passe en revue la dernière décennie, nous avons dû faire face à une crise migratoire peut-être inattendue, à une crise climatique que l'on ne peut plus refouler, puis à la crise Corona et maintenant à une confrontation guerrière en Europe de l'Est. Ainsi donc il n'est guère exagéré de parler d'une longue décennie de crises, dans lesquelles les sociétés ont dû se confronter aux situations problématiques et aux conséquences des crises financière, migratoire, climatique et pandémique et voilà qu'elles doivent maintenant faire face à une guerre aux conséquences encore imprévisibles. De bons diagnostiqueurs du temps présent déclarent souvent, pour cette raison qu'ils ont l'impression d'assister à un tournant d'époque, dans laquelle la crise devient une "anomalie normale" (Steg 2020), dans laquelle toute crise individuelle n'est plus que la signature d'une dynamique de crises structurelles, socio-économiques et sociales-politiques.

Ce sentiment d'être livrés à un tournant d'époque est avant tout renforcé du fait que les crises désignées ci-dessus ne se produisent pas bien loin et sont purement et simplement reçues de manière passive [Inch'Allah! *ndt*]. Au contraire les crises plus récentes ont intervenu toutes ensemble profondément dans les réalités de la vie et les pratiques quotidiennes des acteurs — Une crise n'est plus un phénomène lointain, mais elle fait bien plus partie de la vie sociale dans les démocraties riches. Au plus tard, la crise de la corona pourrait ne plus être perçue comme une crise abstraite, mais plutôt comme une du genre où ses conséquences n'épargnent plus aucun sujet — la crise de la corona a ébranlé la réalité de vie des classes moyennes européennes, et donc des couches sociétales qui jusqu'à présent n'étaient guère immédiatement impactées par les conséquences des crises.

"*Only time will tell* ["Seul l'avenir le dira", en anglais dans le texte, *ndt*], se demande tout sociologue, à quel point la transformation, qui a maintenant été déclenchée à plusieurs reprises par des processus crisiaques, sera profonde. Ce qui est certain, en attendant, c'est que les sociétés européennes ont été témoins d'au moins quatre crises globales macro-sociales, et il y a fort à parier que la prochaine est déjà en vue. Les grandes crises sont des bifurcations de route qui marquent des possibilités de développement social. De tels croise-

ments caractérisent pourtant toujours une interférence des rationalités d'action des plus variées. Ce que Max Weber (1986) a signalé pour la première fois, comme une "remarque en passant", devenue célèbre depuis — dans sa sociologie de la religion en 1916 — que la rationalisation sociétale occasionne une forte différenciation fonctionnelle et produit des sphères de valeur qui suivent une logique qui leur est propre et ce que Rudolf Steiner (1991) a exposé de son côté, en détail, quelques années plus tard seulement — dans la *Dreigliederung* de l'organisme social — cela est profondément ébranlé dans des moments de crise. Ce qui est à percevoir du fait que la logique propre d'un sous-système en vient de manière véhémente à entrer en collision avec les logiques des autres sous-systèmes.

Ceci peut être présenté tout au long d'un management de crise des sociétés riches tel que celui de la crise de la corona : les gauches politiques et la sociologie critique furent irritées, au moment où dans la crise-corona, lorsque, la protection absolue de la vie a dominé l'intérêt capitaliste du profit et a pris le pas<sup>2</sup>, au moins "temporairement, sur les considérations de rentabilité" (Dörre 2020). Pourquoi cela est-il remarquable ? Parce que ce processus met en évidence le fait qu'il existe d'abord une différenciation fonctionnelle — aussi imparfaite qu'elle soit considérée et — plus important —, qu'une telle différenciation n'a pas mené au déclin de la société, dans lequel les sous-système s'autonomisent, mais que l'interpénétration des sous-systèmes réussit à l'enrayer au contraire de fait. Mais, et cela apparaît significatif, dans des crises organiques, le comportement spécifique des sous-système se disloque qui maintiennent ensemble une société. Cela conduit à une succession de crises qui semblent ne pas être reliées aux domaines les plus variés. La crise de l'ensemble fait des méandres et se déplace. C'est pourquoi il est nécessaire de dresser une carte des évolutions possibles, qui sera présentée dans la section suivante.

## 2. Projets de transformation

Dans ce qui va suivre quatre projets sont portraituretés qui mettent en avant des issues pour sortir de la cascade de crises. Tout d'abord le projet du néolibéralisme, ensuite le projet du capitalisme vert et et finalement le concept du *Green New Deal*. Dans une quatrième étape, on traite de la transformation sociale-écologique.

### a) Le projet du néolibéralisme (autoritaire)

Pendant longtemps il semblait que les néolibéraux fussent si solidement en selle qu'ils pouvaient édifier et consolider sans cesse leur puissance institutionnelle. Il semble toutefois qu'une constatation, certes non encore souvent exprimée mais de temps à autre intégrée dans l'habitus collectif, affaiblisse la position de la voie néolibérale : à savoir que la forme néolibérale de traitement et de gestion d'un événement en crise évoque toujours déjà la crise suivante. Dans cette mesure on pourrait conclure avec Gramsci (1991, p.354), que la position des néolibéraux n'est certes pas "dirigeante", mais toujours et encore une position "dominante".

Le projet du néolibéralisme (autoritaire) rencontre des développements critiques d'après un modèle qui semble à toute épreuve,

2 Que la maxime protection de la vie valut sans interruption se révèle dans le fait que l'état put organiser certes des retours au pays pour 200 000 touristes allemands, mais des processus bureaucratiques ont retardé pendant des semaines la prise en charge de 47 mineurs non accompagnés et leur sauvetage de camps de réfugiés grecs aux conditions d'hygiène catastrophiques, alors qu'il s'est avéré par la suite que presque tous auraient de toute façon eu un droit légal au regroupement familial. L'État allemand expulse également vers des pays comme le Pakistan, pour lesquels il émet des avertissements de voyage - en ce qui concerne ses propres citoyens (voir Herdenberg 2020). Ainsi, l'État applique deux poids et deux mesures et attribue des facteurs d'importance à la protection de la vie - de manière spécifique au sujet - en hiérarchisant la pertinence de la vie en fonction de l'appartenance à un État.

avec l'intensification des formes de régulation déjà connues : financiarisation, diktat de réduction, privatisation, flexibilité, précarisation et dé-démocratisation. Presque mondialement ce projet put ancrer un tournant de politique d'austérité dans les règlements, de sorte qu'un abandon de cette voie, qui ébauche par exemple un freinage des dettes pour l'UE, apparaît à peine possible.

Les amorces de solution du néolibéralisme partent de l'affirmation qu'au moyen d'une politique d'austérité plus stricte les marchés financiers peuvent être stabilisés et avec cela l'effet de pilotage reste conservé et avant tout l'économie politique en est totalement dépolitisée (Streeck 2013). Ce schéma de penser est complété autour d'un répertoire multiple de politiques symboliques, mais qui dans leur ensemble aboutissent à une dépolitisation de l'élément sociétal et au lieu de cela s'orientent plutôt techniquement vers des théories de modernisation qui semblent supra-ordonnées et à la place de réponses sociétales mettent le sujet isolé en devoir : que soient mentionnées ici le concept de société du risque (Beck 1986), société de l'information (Gates 1997), la société des prestations de services (Baethge & Wilkens 2001) et finalement la société du marché et du savoir. Ces caractérisations renvoient dans leur ensemble à la difficulté de ramener théoriquement la société toujours actuelle à un concept unique. Les concepts sociétaux, qui ont été discutés dans les époques néolibérales (dans l'espace germanophone) dénotaient un manque en concepts synthétiques qui englobe l'ensemble de la formation sociétale du néolibéralisme. Dans l'analyse de celui-ci, la société n'est plus qu'un endroit vide, qui est censé se voir rempli par une tendance (*trend*) (par exemple, risque, informatisation, services ou savoir). Néanmoins ces politiques symboliques produisent une certaine force d'intégration. Le néolibéralisme est un projet politique qui ne s'en tire pas en démocratie, ni dans sa variante autoritaire [démocrature, *ndt*] sans une base politique dans la société. Même si, pour les observateurs critiques, les élections se réduisent à l'expression d'une opinion qui n'entraîne guère de changements dans la politique pratique, la stabilité des systèmes de pouvoir néolibéraux dans la démocratie ne serait pas concevable sans l'approbation des classes moyennes pour les partis qui réussissent avec des formules néolibérales avant les élections.

La crise de 2008 dans l'UE et aux États-Unis fut tout particulièrement instructive du fait que ce ne furent pas les états/gouvernements néolibéraux qui se portèrent garant pour le sauvetage des banques turbo-capitalistes et des marchés financiers désenclavés, mais les sociétés elles-mêmes. Le consensus sur le sauvetage des banques n'eût pas pu être plus large dans les démocraties libérales. C'est à peine si l'on rencontrât une action oppositionnelle dans une institution sociétale. On en est resté au phénomène "*Occupy*" qui disparaît à nouveau et à des protestations non durables qui n'ont touché une partie des classes moyennes que dans les pays dits de la Plateforme, à savoir la Grèce, l'Espagne et le Portugal (avec quelques exceptions en Italie). Après 2008, la grande majorité des sociétés des démocraties occidentales voulurent revenir aux années d'avant la crise, c'est-à-dire à l'ère néolibérale qui n'avait pas été troublée par la crise.

Au plan technologique, le projet néolibérale fait confiance essentiellement à ce qu'on appelle dans le milieu [de l'impérialisme, *ndt*] anglo-saxon les technologies de l'*end-of-pipe* ["du bout de tuyau", en anglais dans le texte, ce peut être aussi un "câble" de lumière, *ndt*] et donc additives, pour ainsi dire supplémentaires, encore dépendantes de mesures de protection de l'environnement, par exemple, la capture et le stockage de carbone [*Carbon-Capture and Storage (CCS)*, en anglais dans le texte, *ndt*] ou à des "énergies extrêmes" comme le *Fracking* [fracturation hydraulique, *idem, ndt*]. L'agenda détermine dans ces conditions une autre marchandisation/réification de la nature et avec cela une destruction écologiquement croissante qui pourrait finalement mener à un affrontement global pour la domination de ressources limitées.

En conséquences sociétales, le projet néolibéral, sur la base des taux de croissance en baisse, consécutifs à la politique d'austérité, une réduction des possibilités de redistribution : la tendance persiste d'une sur-accumulation qui, sur la base d'absence de possibilités d'investissement, conduit à des stases du capital. Le projet néolibéral est porté par un bloc de pouvoir qui ligue tout particulièrement l'industrie d'empreinte financière et d'énergie fossile ; ces fractions du capital, sous les conditions de la désintégration croissante, s'évertuent à mettre en place un consensus passif. Mais cela veut dire que les groupes sociétaux, qui ne profitent pas du projet néolibéral, doivent être : soit associés avec sérieux aux propositions de consensus, soit le néolibéralisme doit adopter pour sa part une évolution autoritaire. — Donc, aucun scénario stable, mais bel et bien celui actuel en cours.

## b) Le capitalisme vert

Le concept scintillant de *Green economy* [en anglais dans le texte, *ndt*] associe la réorientation générale des investissements en direction de l'utilisation d'énergie et de modernisation écologiques avec des promesses de performances et la création de millions d'emplois sur la base d'une nouvelle vague d'investissements nouveaux et d'accumulations renouvelant la structure technologique. De telles représentations sont particulièrement encouragées par les analyses de l'*IPCC* [*Intergovernmental Panel on Climate Change* — <https://www.ipcc.ch/> *ndt*] et des groupes de recherches transnationaux, par les activités populaires du prix Nobel Al Gore et par l'ONU. Elles s'adressent avant tout aux groupes libéraux, sensibilisés à l'écologie, orientés sur l'économie de marché, disposant de fortes représentations publiques et qui sont sceptiques vis-à-vis du capitalisme des marchés financiers. Cette connexion des réponses à la crise de la finance et de l'économie avec celles de l'emploi et du climat est actuellement la réponse la plus consistante et la plus efficace sur le plan du discours politique à la crise et à la restauration du néolibéralisme.

Ce capitalisme vert est encouragé par la branche conceptuelle en croissance des énergies renouvelables (à l'inclusion des grands pourvoyeurs d'énergie et de la construction mécanique), les grands consortiums d'assurance, constructeurs d'équipements comme *Siemens* et des consortiums automobiles qui voient dans les "*green cars*" et les autos à assistance numérique un nouveau champ attractif d'affaires. Viennent s'y adjoindre les entrepreneurs d'*Internet* et sociétés d'informatique qui attendent des commandes dans le sillage de l'optimisation de l'efficacité et dans le cadre de la mise en place de nouveaux systèmes de mobilité. Enfin ce capitalisme vert est favorisé par les entreprises "bio", les technologies géniques et nanotechnologies et chimiques comme *BASF* qui développement de nouveaux matériaux légers et plus efficaces en énergie. Même les consortiums pétroliers, comme BP [et même Total! *Ndt*] qui s'est renommée "*Beyond Petro!*" ["au-delà du pétrole", le mensonge continue, *ndt*] accompagnent tout ça. Viennent s'y rajouter les Fonds de *capital-risque* et fonds d'investissement privés [*Venture-capital and private-equity*, en anglais dans le texte, *ndt*], ou la petite branche, mais en croissance, des investisseurs éthiques (y compris de grands fonds de pension).

Le marché pour les investissements en production d'énergie à faible émission de CO<sub>2</sub> et les technologies vertes — ainsi l'estime-t-on — va croître de quelques billions de dollar-US par an. Un capitalisme vert renvoie absolument au néolibéralisme : en font partie la continuation et l'intensification globale d'une "accumulation par expropriation" (Harvey et 2005) dans le domaine des ressources naturelles jusqu'au *landgrabbing* et *x-tremenergy* [accaparement des terres et *x-tremenergy* en anglais dans le texte, *ndt*]. Une individualisation des problèmes environnementaux (à savoir que le problème est délégué aux consommateurs avisés) témoigne pareillement de continuités comme le commerce des rejets de CO<sub>2</sub> avec un élargissement de la logique mercantile sur la lutte contre la pollution environnementale. Dans cette mesure, non seulement on aspire à une régulation

limitée du marché, mais plus encore on développe de nouveaux instruments de financiarisation. S'en trouvent favorisées de nouvelles formes et solutions techniques mercantiles (*techno fixes* [corrections techniques, en anglais dans le texte, *ndt*], à l'inclusion de grands projets techniques comme *Desertec*, parcs d'éoliennes gigantesques (*Offshore-Windsparks*), réseaux monopolisés et — malgré tout — l'énergie nucléaire, si pas dans ce pays-ci [à savoir l'Allemagne ici, *ndt*] quand même nonobstant comme un bien d'exportation pour les autres. Ainsi de la même façon que l'industrie des technologies de l'information créa la base de la globalisation, ainsi le capitalisme vert est-il censé fournir la base d'une reconfiguration écologique de l'actuelle manière de produire.

Pour que cela puisse devenir une réalité, le capitalisme vert a besoin d'une réglementation écologique claire et obligeante, au plus possible sous la forme du marché (*Marktförmig*), pour garantir la sécurité des investissements et ouvrir de nouvelles sphères d'investissement, par exemple dans le commerce des certificats. Or, une telle transformation ne sera pas à réaliser rien que par les forces du marché, de sorte qu'aussi d'autres groupes de capital, comme le consortium énergétique E.ON [<https://fr.wikipedia.org/wiki/E.ON> *ndt*] exigent des investissements publics, pour, par exemple, édifier des infrastructures énergétiques de circulation et avec cela on parle en faveur d'une renaissance du "sacré vieux" keynésianisme [*bastard*, en anglais dans le texte =, *ndt*]. Une taxation légèrement plus élevée de la fortune et une re-régulation des marchés financiers sont tout à fait préconisées afin de garantir les moyens nécessaires aux investissements et de corriger les déséquilibres économiques. Mais on ne pense pas vraiment à une redistribution directe du haut vers le bas. Des inégalités sociales-écologiques ne sont guère thématiques et sont déplacées vers le plan individuel.

Le projet du capitalisme vert dissimule aussi des contradictions et des "fausses solutions". Un exemple : la production des automobiles électriques peut faire baisser la consommation d'acier. Les automobiles deviennent en partie plus petites. Dans le même temps, des matériaux d'un degré d'ennoblissement supérieur sont mis en oeuvre ainsi qu'une électronique additionnelle. La production des batteries, comme en général la production des accumulateurs électriques, épuise les ressources en énergie de manière plus intense et grève l'environnement en plus avec toute une série de substances hautement nocives. Par dessus l'orientation de la production vers des voitures électriques ne change rien à l'énorme emprise sur l'utilisation de la surface terrestre et pose donc une menace sur le paysage par les routes. Une réorientation massive vers les systèmes publics de mobilité serait sans doute meilleur marché et plus efficace, plus rapide et une méthode écologique. Mais comme on le sait, il n'est guère question de cela. La conversion, si l'on veut bien l'appeler ainsi, s'ensuit le plus possible sans changement de la logique du produit. Il s'agit donc d'une modernisation mais sans changement de route.

Les expériences avec les négociations sur le climat et le négoce des certificats montrent que cela dure trop longtemps. La résistance des fractions fossilisées du capital est extraordinairement forte. Si la reconfiguration écologique dure trop longtemps, l'aggravation menace qui va consister en une série de crises environnementale et socio-économiques. La limitation du réchauffement terrestre autour de 2°C, selon l'*IPCC*, n'est déjà plus atteignable à présent. Si la transformation est vraiment menée de manière conséquente, si les droits d'émission sont par exemple réduits de manière drastique, une destruction de l'ancien secteur et des capitaux (et une résistance correspondante) est inévitable. En d'autres termes, il n'y a pas de transition progressive. L'énorme tâche consistant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80 % d'ici 2050, c'est-à-dire à catapulter en trois décennies l'ensemble de l'économie d'une ère fossilisée de plus de 250 ans vers un avenir solaire, ne sera pas possible sans ruptures et crises. Les questions qui sont à poser au capi-

talisme vert ont donc la teneur suivante : est-ce qu'avec une nature commodifiée et une croissance nécessaire — et donc un relèvement de la consommation des ressources — on peut réellement amener une solution à la crise écologique, ou bien s'agit-il seulement d'inclure des intérêts écologiques dans le régime d'accumulation et d'hégémonie capitalistes ? Davies (2008, p.7) voit cela ainsi et il part donc du fait que le capitalisme vert puisse seulement réaliser une adaptation sélective qui "permette aux habitants de la Terre de la première classe un style de vie encore largement confortable", dans "des oasis vertes d'abondance permanente, strictement clôturées, sur une planète autrement irréaliste."

### c) Green new deal (GND)

Le *Green New Deal* (GND) est différent du capitalisme vert. Si le capitalisme vert est essentiellement activé par des élites éco-capitalistes qui tentent d'intégrer dans le projet des groupes, comme celui des *Grünen* [les Verts allemand, *ndt*] ou les syndicats, alors le groupe des *Green New Deal* implique une large phalange d'acteurs. Le projet GND fut proposé par une association de journalistes, fonctionnaires de parti et d'ONG, comme le *WWF*, de réseaux transnationaux de scientifiques de l'environnement la *New Economics Fondation* etc. (Pour une vue d'ensemble chez Schachtschneider et Adler 2010). Le GND est plus fortement soutenu par la société civile que le capitalisme vert activé par des capitaux. Il tient nettement plus compte de l'aspect dramatique de la crise écologique et il inclut systématiquement la composante sociale dans son projet. Le rôle de l'État, l'extension de la sphère publique et les politiques de redistribution y sont essentiels. L'appel aux initiatives personnelles y est associé aux solutions énergétiques décentralisées, dans lesquelles chacune et chacun peut devenir producteur et consommateur d'énergies alternatives chez lui. Dans un grand réseau d'unités centralisées et décentralisées, les individus deviennent des "pro-sommateurs" et sont autonomes sur le plan énergétique, tel est l'image. Le GND encourage la consommation écologique (alimentation bio, construction écologique, voitures plus respectueuses de l'environnement, etc.), vise à créer de nouvelles infrastructures et à transformer les villes en espaces de vie.

Avant tout le projet est fortement impliqué dans une perspective de production et communication de sens : Le *Green New Deal* reprend les insécurités, besoins et intérêts, qui sont d'importance à côté de l'emploi, le développement économique et l'innovation. Cela implique un mode de vie plus écologique et une co-détermination démocratique accrue, sans perte de responsabilité personnelle ni de libertés civiles. La démocratisation de l'entreprise ne joue aucun rôle. Le GND offre globalement le potentiel fondamental d'un nouveau consensus social et d'une re-légitimation de l'économie de marché. Cependant, un tel GND social et libertaire est traversé par de nombreuses contradictions et tensions. Les objectifs du GND sont la promotion de la croissance et des exportations, ce qui, en fin de compte, ne limite pas la consommation des ressources. En effet, malgré 30 ans de politiques environnementales et climatiques, la consommation et les émissions de gaz à effet de serre se sont accélérées. Jusqu'à présent, toute augmentation de l'efficacité des ressources et de l'environnement a été plus que compensée par la croissance : c'est ce qu'on appelle l'effet rebond [*Rebound-effect*, en anglais dans le texte, *ndt*]. Une modernisation écologique conséquente sans changement du modèle de croissance, conduirait également à une croissance industrielle grâce à la rénovation complète des infrastructures de production. Si l'on veut atteindre, avec un taux de croissance de 2,5 pour cent, les objectifs de réduction considérés comme écologiques en matière de consommation de matières premières et d'émissions, il faudrait que les pays industrialisés réduissent leur consommation par unité de produit national jusqu'à un trente-septième. Les optimistes comme Weizsacker (2010) parlent d'un facteur de cinq et non de 37.

Une politique environnementale soulève sans cesse des problèmes d'équité, étant donné que conséquences et coûts sont inégalement répartis, par exemple avec les écotaxes et les prix. Comme pour tout dividende, ce sont surtout certains groupes et certaines classes qui profitent des dividendes nets propagés d'une transformation écologique. Ce qui sont occultés, ce sont les secteurs qui doivent se contracter, les besoins qui sont restreints et surtout ce qui est touché. Ainsi, la politique écologique reste une politique-à-un-point-unique pour les classes moyennes urbaines et aisées. La prise en compte des intérêts des classes inférieures ou des intérêts des salariés reste secondaire. Il n'est donc pas étonnant que depuis 30 ans, le mouvement écologique ne soit reconnu que de manière limitée par les syndicats en tant que partenaire d'alliance politique et qu'il ne joue aucun rôle au sein du précaire.

Eu égard aux relations des forces en présence, les défenseurs du GND misent avant tout sur des compromis avec des fractions de capital (progressives) ou sur la créativité des entreprises. Il est douteux qu'une stratégie de domestication et d'intégration du capital par une fraction écologiste de la classe moyenne puisse réussir sans une large alliance, d'autant plus que toute transformation sociale-écologique conséquente s'accompagne d'une destruction massive de capital. Cette dernière concerne les fractions les plus puissantes du capital : les groupes fossilisés, du pétrole à l'automobile. Ce que cela signifie pour les conflits sociaux, les rapports de force et les crises n'est guère thématiqué.

Il n'y a pas encore de bloc capitaliste-vert stable, ni de *Green New Deal*. Ce n'est pas non plus inhabituel pour les grandes transformations. Certains groupes de capitaux et formations politiques vont de l'avant. Une analogie prudente : le mode de production fordiste s'est lui qui s'est aussi imposé dans certains secteurs de l'industrie et des services dans les années 1920, longtemps avant la généralisation d'un mode de vie et de régulation fordiste durable correspondant. À présent une manière de produire capitaliste verte se développe sans que la régulation, la manière de vivre et de consommer soient déjà soumises à des changements notable analogues. Un groupe de direction politique clair fait encore défaut spécialement à l'échelle internationale. Or, ce n'est qu'à partir du moment où s'instaure une relation correspondante entre la manière de produire et celle de vivre qu'il en résulte aussi une circulation du capital qui fonctionne. Sur l'arrière-plan des relations de forces socialement données et de l'approfondissement de la politique budgétaire libérale et fiscale, l'introduction d'un GND sociale-libérale en ce moment est plutôt improbable, les chances d'un développement ultérieur du capitalisme vert se trouvent meilleures [Ainsi que des "margouins du bio" qui l'accompagnent! *Ndt*]

En perspective, les approches et stratégies concurrentes parallèles peuvent aussi être une succession de conjonctures. D'une transition du néolibéralisme autoritaire en crise, qui ne sera généralisée que par un *Green New Deal* social et libertaire. Il peut ainsi déployer toute sa dynamique économique, qui organise le consentement actif. Mais cela ne doit forcément en aucun cas se passer ainsi. Un capitalisme vert et autoritaire est une alternative tout aussi envisageable.

### d) Transformation sociale-écologique

Klaus Dörre (2021) oppose le socialisme vert au capitalisme vert. Moins au sens d'une simple négation, mais beaucoup plus au sens d'une boussole pour des interventions sociales-écologiques dans une perspective transformatrice. Il s'agit de la formulation d'une position autonome dans un large projet des liens de mosaïque pour une transformation sociale-écologique<sup>3</sup>. À cette occasion, il s'agit de

3 Afin de ne pas entrer dans un débat superflu sur le sens ou le non-sens du terme "socialisme", nous parlerons ici de transformation **sociale-écologique**. Giovanni Arighi (2009, p.47) a souligné dans un entretien avec David Harvey que le terme de socialisme est discrédité parce qu'il

se rattacher aux contradictions et conditions réelles et aux mouvements qui s'engagent déjà aux points divers et développent une pratique expérimentale concrète. Le concept du socialisme vert tente de rattacher les intérêts et mouvements divers au sens d'une *realpolitik* révolutionnaire dans leur ensemble de sorte qu'ils dépassent nettement "par tout ses aspirations de participation le cadre de l'ordonnement existant" (Luxemburg 1979, p.374).

Le ré-orientation sur les besoins reproductifs serait centrale pour une transformation sociale-écologique. Cela signifierait transformer notre économie capitaliste orientée sur la croissance en une "économie de re-production", qui saurait se limiter tout en créant cependant de nouvelles richesses en même temps [lesquelles ne seraient pas seulement matérialistes, *ndt*]. Il s'agirait de placer chaque domaine au centre d'une transformation, qui communément, serait sous un (vaste) concept de travaux de re-production ou travaux de soins : C'est-à-dire une extension des infrastructures sociales, orientées sur les besoins, la santé publique, les soins [le fameux "care" anglais et baveux! *Ndt*], l'éducation-formation, services sociaux, alimentation et souveraineté alimentaire et protection de l'environnement naturel. Car ce sont là des besoins centraux pour lesquels tous depuis des années se plaignent de manques. Il importe en particulier que ces domaines ne soient pas livrés en pâtures au marché, mais qu'ils soient organisés et administrés publiquement ; du reste ce sont des domaines uniques où l'emploi croît dans les pays industriels. Ce serait en même temps **une contribution à l'écologisation** de notre manière de produire (étant donné que ce travail avec des êtres humains apporte peu de destructions environnementales avec lui), pour la gestion des crises du travail et de la re-production ainsi que pour l'organisation émancipatrice des relations entre les sexes au moyen du regard central sur les fonctions de re-production. Les mouvements critiques à l'égard de la croissance, les mouvements féministes, les politiques et les syndicats de services comme *Verdi* [voir: [https://fr.wikipedia.org/wiki/Vereinte\\_Dienstleistungsgewerkschaft#:~:ndt](https://fr.wikipedia.org/wiki/Vereinte_Dienstleistungsgewerkschaft#:~:ndt)] peuvent se rencontrer à ces endroits.

La ré-orientation sur les besoins re-productifs accompagne une orientation sur le marché intérieur et la production intérieure [celle la plus immédiatement accessible et utile, *ndt*]. Des chaînes de production globales sont trop étendues et mènent à la disparition des ressources. Le transport, l'un des émetteurs principaux de CO<sub>2</sub>, doit être réduit et la production ré-organisée de manière écologique : non pas par anti-industrialisme naïf, mais au contraire en une production alternative. La voiture électrique, qui s'inscrit dans la stratégie d'exportation des groupes automobiles allemands, ne correspond pas à une production alternative. Il faudrait plutôt réfléchir à la conversion des entreprises concernées en prestataires de services de mobilité publique, orientés vers l'écologie, qui réalisent des concepts de mobilité intégrés à partir de la région. De cette manière, les syndicats d'usine fixés dans l'*exportisme* et le corporatisme de crise — comme *IG Metall* — pourraient développer des perspectives autonomes qui ne les mettraient pas constamment en opposition avec les autres parties de la gauche mosaïque ou en position de gagnants de la crise face aux partenaires-syndicats européens.

Une telle économie de la re-production signifie à moyenne échéance, que se développent qualitativement des besoins et une économie de qualité, mais plus de manière quantitative ou croissante en matière. Une transition convenable signifie à brève échéance que certains domaines se réduisent (par exemple la production industrielle de denrées matérielles), tandis que d'autres tout d'abord augmentent (par exemple l'ensemble de l'économie des soins, dans un relatif découplage de la croissance matérielle. Une telle croissance qualitative est nécessaire de manière transi-

est assimilé à la gestion par l'État, mais qu'il s'agit, selon lui, plutôt de **développer un système qui institutionnalise le respect mutuel des hommes entre eux et envers la nature**. Lors de l'entretien, Arrighi demande à Harvez de développer un tel concept.

toire en raison des déficits dans de nombreux domaines de la re-production, en particulier dans les pays du Sud. Ici c'est une simple opposition entre positions de croissance *versus* positions post-croissances contre-productives. Des débats au sujet du *buen vivir* (bonne vie) et les manières d'évoluer au plan social et écologique, vont au-delà des modes de vie occidentaux dans le Sud global, au-delà des idées de croissance et de modernisation. En cela aussi il serait nécessaire d'éviter de fausses oppositions : le problème n'est pas le développement en lui-même, non pas la civilisation moderne, mais plutôt une forme spécifique de développement capitaliste dominante (ou bien aussi de socialisme d'état) et des relations sociétales particulières avec la nature. Doit s'ensuivre ici une traduction politique des chacune des expériences car de nombreuses possibilités de rattachements s'offrent entre les combats de sociale-écologique et ceux transformateurs dans les sud et nord globaux.

Pour mener à bonne fin le projet d'une transformation sociale-écologique, une socialisation progressive de la fonction d'investissement serait nécessaire ce qui du reste n'est pas nouveau, et qui se trouve même déjà chez Keynes (1941) : car qui décide sur les enjeux des ressources dans la société et là-dessus quels travaux sont socialement nécessaires ? Le marché comme mécanisme d'allocation prétendument le plus efficace pour des investissements s'est "mis dedans" durant cette longue décennie de crises [c'est-à-dire qu'il a "merdé", dirait-on vulgairement, *ndt*]. Certes, le système néolibéral de crédit et des finances sait encore rassembler les capitaux d'argent individuels (productifs de manière latente), mais il ne parvient plus à les guider vers des investissements suffisamment productifs, et bien moins encore dans la modernisation écologique ou bien l'extension des infrastructures sociales publiques. Au lieu de cela, la super-accumulation de capital produit des vagues de bulles spéculatives, suivies d'anéantissement d'emplois et de capitaux, tandis que des domaines de plus en plus vastes de la société de re-production (par exemple, l'éducation-formation, l'environnement, la lutte contre la faim les infrastructures et les services public) sont sous-financés ou capotent par manques d'argent.

L'économie verte mise nonobstant sur des solutions conformes au marché comme les échanges de certificats. Si les marchés ne peuvent pas percevoir pertinemment leur fonction d'investissement ni les résolutions de l'état sur l'orientation du développement, alors la fonction d'investissement doit plus fortement devenir une tâche publique, par exemple au moyen de la démocratisation et de la mise en association de l'économie. La socialisation et la participation aux décisions d'investissement sont des conditions préalables à un projet éclairé de transformation de la société. Sans elles, des politiques de distribution régressent de nouveau rapidement. Il s'agit de changements structurels!

Andreas Malm (2020), "humanécologue" (*Humanökologe*) de l'université de Lund et activiste climatique, puise un espoir dans le fait concret que l'état, bien qu'enclos et cernés par des réformes libérales mercantiles, s'est avéré efficace dans la crise. Il nourrit là-dessus l'espoir que l'état puisse s'avérer tout aussi efficace dans la crise climatique comme un acteur puissant — tel est le plaidoyer de Malm — en choisissant, dans une sorte d'"éco-léninisme", le communisme de guerre soviétique comme modèle de stratégie de gestion de crise, ce qui équivaldrait à un large retrait de la différenciation fonctionnelle [et il signera la défaite à Brest-Litovsk ? Avec qui, Dieu?].

Malm comprend le management des épidémies comme une preuve que l'état — malgré tous les prophètes de malheurs [*Unkenrufen* ou "chants des crapauds"... plus "joli"... *ndt*] peut profondément intervenir en économie, pour autant que la situation l'exige. Ainsi, l'État — nouvelle version de l'économie de guerre — ordonne aux entreprises de produire des biens essentiels à la survie. L'état-corona intervenant apparaît, d'après Malm, comme le sous-système qui aide la raison collective à percer et fait ressortir le meilleur de l'État moderne : « Le respect de la vie, qui l'emporte (*überTrumpf*) [= rabrouer

ou river son clou à q.q. *ndt*) sur le respect de la propriété » (Malm 202, p.22). À cet endroit la prudence est de mise, nonobstant, car la formulation de Malm ne vaut guère dans l'absolu : aucun état du monde — et pas les démocraties libérales de l'Europe, et déjà pas du tout les états bonapartistes du Nord et du sud de l'Amérique — n'a prescrit légalement la survie des pauvres. Principalement frappés par la maladie et la mort, les ressortissants de ce milieu social, qui disposent des revenus et des ressources de formation les plus faibles, sont confrontés aux emplois précaires et aux conditions de logement les plus restreintes (Pitzke *et al.* 2020). Partout, le désavantage se manifeste selon les caractéristiques "classe" et "race".<sup>4</sup>

Néanmoins, la relativisation de la position de Malm ne doit pas faire oublier qu'il y a eu - d'un point de vue économique - un "cas de péché", d'avoir fait "*sauter momentanément une conformité aux lois économiques par l'action politique*" s'est avéré nécessaire, sans quoi la société se serait effondrée. Il faut se demander à cet endroit si la transformation — sur la nécessité de laquelle la longue décennie de crises renvoie plus qu'avec évidence — se laisse penser, comme la décrit Malm — sous une direction étatique et si avec cela la transformation dans le cours de la crise corona connût déjà un essai "grandeur nature" ou bien si c'est beaucoup plus la recherche qui persiste de voies de transformations praticables.

### 3. Les sujets de la transformation

La longue décennie de crises pourrait aussi être racontée comme une histoire des opportunités ratées : ni les *Koalition*en centre-droites-[vertes, *ndt*] ni celles centre-gauches-[vertes, *ndt*] ne parvinrent à réaliser une inflexion vers une durabilité en matière de société à caractère social et économique. Bien au contraire, cette décennie favorisa bien plus une formation de gouvernance étatique que l'on peut caractériser comme relevant d'une "démocratie" bonapartiste[guillemets du traducteur qui sait "où" cela a pu mener (Waterloo et Sedan) dans l'histoire... *ndt*] (Voir pour les USA, Bleicher 2020 [*Les élections aux USA : Fin du bonapartisme?* dans *Sozialimpulse* 4/2020 [Traduit en français et disponible sans plus auprès du traducteur: SIAB420.pdf]) qui est caractérisée par le fait que les mouvements sur le terrain des conflits entre capitalisme et démocratie se figent pour le dire ainsi et instaurent des situations [qui caractérisent, dans le jeu des échecs, celles du "Roi", *ndt*] de "**pat**" qui bloquent totalement l'évolution vers quelque chose de nouveau.

Cette constellation se caractérise par le fait qu'une nouveauté se dessinerait certes autrement comme une nécessité, mais que les acteurs n'ont pas la capacité de la mettre en œuvre concrètement ; on peut donc parler d'une révolution bloquée, ou plus précisément d'une révolution dont la durabilité est bloquée. Car si l'on examine celle-ci, le blocage devient aussitôt flagrant : actuellement en Allemagne les rejets de CO<sub>2</sub>, par tête de pipe, atteignent les 7,9 tonnes par an. Or, liées aux revenus, les valeurs oscillent entre 5 et 20 tonnes par an. D'après les simulations de l'IPCC [voir page 3, colonne de gauche, en haut, *ndt*], une réduction de 2 tonnes par an et par tête de pipe est indispensable. Cela veut dire que, certes, tous les acteurs doivent changer leur comportement mais d'une manière extrêmement différente. Autrement dit, la pression de ce changement de comportement pèse tout particulièrement sur les couches de revenus supérieures de la société. Ulrich Beck (1986, pp.7 et suiv.) a certes raison dans cette mesure, lorsqu'il constate que les grands risques écologiques nous concernent tous — et c'est le point aveugle à noter, à des degrés divers : le changement climatique concerne tout le monde, mais justement pas de la même manière [autrement dit, il faudra que des millions de personnes (entre 10 et 80 ans) reprennent leur vélo pour circuler, si Elon Musk veut continuer d'offrir des voyages de quelques heures dans l'espace pour quelques milliers de dollars, *ndt*].

4 Le discours de Trump de "*Kung Flu*" [jeu de mots "à la Trump", *ndt*] et la projection de Armin Laschet de la problématique virale sur "les Roumains et les Bulgares" n'ont rien à voir avec cela.

### (a) "L'esprit de Porto Allegre" et "l'esprit de Davos"

Si les couches inférieures de revenu se voient accablées par les coûts de la transformation écologique, elles entreront en résistance à l'instar de ce qu'on fait les *Gilets jaunes* en France. Dès lors les conflits d'objectifs entre la durabilité environnementale et celle sociale deviennent des sabots de frein au changement. Il convient donc de s'intéresser aux sujets de la transformation. Les groupes sociaux qui se lient intellectuellement et émotionnellement au quatrième chemin de transformation, celui de la transformation sociale-écologique. Il va donc s'agir de ce groupe dans ce qui va suivre.

Il sont à retrouver dans les deux camps de "l'esprit de Porto Allegre" (Forum social mondial), chez lesquels s'est formée l'opposition contre la voie néolibérale (Wallenstein 2014, pp.44 et suiv.). Ici des forces se rencontrent qui se trouvent dans la continuation des anciens mouvements socialistes et ouvrier et qui sont, avec cela, plutôt organisés de manière verticale (hiérarchique) et intéressés à une croissance sélective. Ils considèrent la transformation de manière prépondérante tout au long de l'axe travail-capital-conflits.

Les groupes des courants libertaires (*libertärer Strömungen*) qui se trouvent en face d'eux dans ce camp, misent par contre sur l'auto-organisation (décentralisation) en présentant avant tout un caractère de mouvement et non d'organisation, ils refusent tendanciellement une croissance économique et tiennent compte — outre les axe ethnique/nationalité et genre — en particulier le champ des conflits écologiques sociétaux.

Cela étant, il faut constater que tous les deux camps, dans cette longue décennie de crises, ne sont que très sporadiquement parvenus à former une alliance efficace et solide. Cela tient, d'une part, au fait que ces deux camps sont chacun en eux-mêmes fortement divisés et avec cela ne se montrent guère particulièrement efficaces et d'autre part — c'est le point essentiel — les situations d'intérêts des deux camps se bloquent mutuellement. Alors que les mouvements socialistes et d'ouvriers sont intéressés aux questions sociales avant tout, un certain aveuglement les caractérise vis-à-vis des questions écologiques. Inversement, les groupes intéressés aux questions écologiques et qui agissent de manière décentralisée manquent souvent d'une compréhension pour l'importance de la question sociale. Les fossés entre les deux camps se sont encore plus creusés dans de nombreuses confrontations dans l'escalade des conflits, par exemple, dans le bassin de lignite de la rive gauche du Rhin ou de Lusace [[https://fr.wikipedia.org/wiki/Bassin\\_minier\\_de\\_Lusace](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bassin_minier_de_Lusace), *ndt*]. Par exemple, lorsqu'un accord sur la nécessité et la qualité des emplois et des relations industrielles, obtenu de haute lutte par les syndicats de travailleurs, a été injustement rejeté par la partie adverse et, inversement, lorsque les organisations de travailleurs n'ont pas pu intégrer la menace du changement climatique pour l'humanité dans leur agenda d'acteurs.

Il est à constater que le camp de "l'esprit de Porto Allegre" s'est scindé en deux groupes, qui se bloquent réciproquement dont les acteurs ne peuvent se résoudre à choisir de quel côté de la barricade ils ont à combattre. Le fait que, lors du conflit dans le bassin minier de la rive gauche du Rhin, les drapeaux des syndicats flottaient dans le groupe des organisations ouvrières et des organisations écologiques, symbolise ce conflit.

De l'autre côté, ce conflit non médiatisé a permis aux élites modérément libérales et favorables à la mondialisation de continuer à agir comme si de rien n'était. Les forces principales des principaux camps majoritaires engagés dans cet "esprit de Davos", mentionné au début, qui se situent au centre-droit et au centre-gauche, c'est-à-dire sur la voie néolibérale et sur la voie du capitalisme vert (en partie aussi sur la voie du *Green New Deal*), se sont rapprochées. Leurs adversaires préférés étaient les forces d'opposition au système dans les camps de "l'esprit de Porto Allegre".



## b) "Labour turn" et "climate turn"

[virage-ouvrier et virage climat, en anglais dans le texte, *ndt*]

Il s'agit donc de faire ce qui est stratégiquement et politiquement nécessaire dans les débats sur l'évolution des chemins : un *labour turn* dans les mouvements écologiques (Pye 2017), mais justement aussi un *climate turn* dans les syndicats et d'autres acteurs orientés vers le travail. Les négociations tarifaires dans le secteur des transports publics de passagers à brève distance (*ÖPNV* : sigle des transports publics allemands *ÖffentlicherPersonenNahVerkehr*) illustrent de manière exemplaire ce que cela signifie concrètement.

Des activistes du climat comme Luisa Neubauer commencent à s'intéresser aux conditions de travail et de vie des conducteurs de bus : en moyenne un conducteur de bus en 2021 gagnait quelques 2 200 € brut. Après prélèvement fiscal, il ne lui restait plus que 1 578 € ce qui, en 2019, correspondait au revenu mensuel net corrigé des prix des salariés en RFA (voir *DGB Verteilungsbericht* [Confédération allemande des syndicats, rapport de répartition, *ndt*] 2021). Les conducteurs de bus appartiennent à cette moitié inférieure des bénéficiaires de revenu qui — en Allemagne et en dépit d'une prospérité économique depuis de nombreuses années — a perdu réellement en revenu. La pandémie corona et la récession économique qui a suivi ont renforcé de plus cette évolution. Les prix monte pour le chauffage, l'électricité, la mobilité, le loyer et la nourriture — une évolution qui, à la suite des l'imposition d'objectifs écologiques durables, est inéluctable — la part libre du revenu de la classe inférieure rétrécit toujours plus. Même dans le cas des ménages à double revenu, la couverture des besoins de base représente un défi de taille.

Des représentants du mouvement-décroissance (Paech 2021, p.254, par exemple) qui est à classer dans le second camp de "l'esprit de Porto Allegre", exigent une restriction à ce qui est existentiellement indispensable (subsistance) et ne voient pas qu'une telle exigence ne peut pas être formulée si dans le même temps on n'est pas prêt à tenir compte de ce déséquilibre de la distribution du revenu n'est pas prise en compte. Ceux qui suivent les options d'autolimitation, de réduction et de renoncement total, ne sont pas sensibles aux revendications tarifaires des chauffeurs de bus.

Chez des personnes aux revenus inférieurs de telles exigences déclenchent assez peu d'enthousiasme. Il est facile de renoncer à un deuxième voyage de vacances quand on n'a même pas assez pour une année de vacances ; mais pour les classes de revenus inférieures, le renoncement est toujours forcé, jamais volontaire. Ne pas voir cela c'est une erreur stratégique de la part d'une partie du camp de la transformation sociale-écologique, qui adopte une attitude négative vis-à-vis du travail, à moins qu'il ne s'agisse d'un travail de subsistance. Il semble donc prometteur d'oser faire les premiers pas vers un rapprochement. C'est le cas, par exemple, de l'alliance entre les militants pour le climat et les syndicats. Julia Kaiser (*Students for Future*) en parle :

*"En mai 2019, 1 500 étudiants de fin des études se réunirent au grand auditorium de l'université de Leipzig pour se solidariser avec le mouvement de protestation Fridays for the future et discuter des formulations politiques. Au moment où un conseil d'entreprise de la société de transport de Leipzig proposa dans son mot d'accueil de lutter ensemble dans le cadre du tour de table des tarifs urbains 2020 en vue d'un changement dans le domaine des transports, il recueillit des milliers d'applaudissements. L'appel qu'il a lancé aux collègues pour qu'ils s'engagent seulement en faveur de l'extension et de la réduction des transports publics de passagers à condition qu'ils exigent de bonnes conditions de travail, résonne encore aujourd'hui chez de nombreux militants pour le climat"* (Kaiser 2020, p.267)

Cette prise de conscience a mûri chez les activistes de la société après qu'ils se soient penchés sur la confrontation dans le bassin minier de Lusace. Julia Kaiser poursuit :

*"Au lieu de constater avec résignation que les intérêts des travailleurs et la transformation écologique de la société s'excluent mutuellement, l'affaire de Lusace devrait inciter à lancer un Labour turn dans le mouvement climatique, à garantir la sécurité de l'emploi et la reconnaissance sociale des travailleurs dès le départ comme une partie constitutive centrale des combats écologiques. Dans le même temps le cas exemplaire de Lusace, mais aussi la nécessité d'un climat turn des syndicats. Car la colère des militants du climat contre l'IG BCE, qui s'oriente vers le partenariat social, ou une IG Metall, qui se caractérise avant tout par un "cours de cogestion", qui tente avant tout de sécuriser la méthode comparative, est tout à fait justifiée de mon point de vue"* (Kaiser 2020, p.272).

## Science et pratique sociales

C'est sûr que la convergence des axes sociaux et écologiques du conflit ne peut pas être supposée pour l'instant, mais cela montre aussi que les zones de recouvrement entre les deux camps s'accroissent. Même dans la profonde récession de la crise de la corona, les primes d'achat pour les voitures en stock, qui étaient encore considérées comme indispensables pendant la crise financière mondiale, ne peuvent plus être appliquées. Cependant, cela signifie que les organisations de travail dans le camp de l'esprit de Porto Allegre doivent se relocaliser au cours d'une transformation sociale-écologique au cours d'une transformation sociale-écologique afin de pouvoir exiger un soutien social. Adopter cela nécessite une deuxième étape, qui consiste à se concentrer sur les caractères principaux de ces conflits, coalitions, et alliances qui mettent l'accent sur les points communs des mouvements syndicaux, environnementaux et climatiques. Il s'ensuit que la zone de combat ne se limite pas tant aux conditions du travail salarié et de celui rémunéré, mais bien plus la relation société-nature qui est conciliée par le travail et se voit mise au centre de la confrontation. L'intervention de Carsten Bätzold, président du comité d'entreprise de *Volkswagen Lassel-Baunatal*, prouve que l'égalité peut être atteinte. Interrogé sur le rôle progressiste des syndicats, il répond : *"Ce ne serait pas si difficile pour l'organisation [IG Metall] de le faire. Mais pour cela, il faut d'abord discuter : quelles sont les conditions sociales nécessaires ? Voulons-nous bloquer le changement, ou bien cela fait-il sens d'organiser cette voie et certes avec les forces dont nous disposons encore ? Car il est clair aussi que cette force va se réduire de plus en plus. Nous ne pouvons pas regarder aussi vite que nous perdons des entreprises. Je ne veux pas dire par là que tout va à vau-l'eau. Nous pouvons peut-être retrouver des forces, mais seulement si nous ne nous enfonçons pas la tête dans le sable. Selon mon expérience, ce que nos gens attendent de nous, c'est que nous discutions loyalement avec eux sur des alternatives. Alors ils sont prêts à se retrouver ensemble à discuter"* (Bartzold, 2021). C'est ce que déclare un président d'un conseil d'entreprise qui va perdre 8 000 emplois dans une conversion en cours de sa production vers la mobilité électrique et qui est néanmoins certain de sa position, car il sait qu'il y a quelque chose à gagner dans cette transformation — un mieux, parce que tant au plan social qu'écologique, il y aura une société plus durable.

Il se peut que cela reste encore une position minoritaire, mais elle ne doit pas le rester ainsi. Le rôle de la science-sociale formatrice pourrait consister à rechercher et trouver ce qui facilite une politique des intérêts durables au plan social et écologique et ce qui les bloque. Organisée dans ce sens, une science-sociale formatrice des interactions entre science et pratique et relie les opinions publiques opposées (Burawoy 2021). L'espoir subsiste que de cette façon, un savoir quotidien puisse être engendré qui, d'une part améliore la recherche sociale et la rende importante d'autre part. Pour ce défi, *nous sommes embarqués* [en français dans le texte, *ndt*]

**Sozialimpulse 1/2022.**

(Traduction: Daniel Kmiecik)

## Littérature

- Arendt, H.** (2006): *Element und Ursprünge totale Herrschaft. Antisemitismus, Impérialismus, totale Herrschaft* [Élément et origine d'une domination totale.], Munich.
- Arrighi, Giovanni** (2009): *Die Verschlungenen Pfade des Kapitals. Ein Gespräch mit David Harvey, Analysen mit Berverly J. Silver zur Weltgeschichte der Arbeitsbewegungen und zu China.* [Les sentiers engoutés du capital. Un entretien avec David Harvey, des analyses avec Beverly J. Silver au sujet de l'histoire mondiale des mouvements ouvriers et de la Chine]. Hambourg.
- Bader, Pauline ; Becker, Florian ; Demirovic, Aklex et Dück, Julia** (2011) : *Die multiple Krise — Krisendynamiken im neoliberalen Kapitalismus.* [La crise multiple — dynamiques crisiques dans le capitalisme néolibéral, dans : Demirovic, Aklex et al. (éditeurs): *Vielfach Krisen. Im Finanzmarktdominierten Kapitalismus* [Crises multiples. Dans le capitalisme dominé par le marché] Hambourg, pp. 11-29.
- Baeghe, Martin ; Wilkens, Ingrid** (2001) : *Abschiede vom Industrialismus : Konturen einer neuen gesellschaftlichen Ordnung der Arbeit* [Adieux à l'industrialisme : Contours d'un nouvel ordre sociétal du travail] dans : Baeghe, Martin ; Wilkens, Ingrid (éditeurs) : *Die Große Hoffnung für das 20. Jahrhundert* [Le grand espoir du 21<sup>ème</sup> siècle], pp.23-44.
- Bätzold, Carsten** (2021) : *Elektro-SUVs lösen keine Problem* [Les SUV électriques ne résolvent aucun problème]. Interview mit Jörn Boewe und Johannes Schulten, dans *Der Freitag*, 12/2021, p.11.
- Bleicher André** (2020) : *Die Wahlen in de USA: Ende des Bonapartismus ?* [Les élections aux USA : Fin du bonapartisme?] dans *Sozialimpulse* 4/2020 [Traduit en français et disponible sans plus auprès du traducteur: SIAB420.pdf]
- Beck, Ulrich** (1986) : *Risikogesellschaft. Auf dem Wege in eine andere Moderne* [Société du risque. En route dans une autre modernisme], Francfort-sur-le-Main.
- Bloch, Ernst** (1985) : *Das Prinzip Hoffnung* [Le principe de l'espoir] Chapitres 43-55, Francfort-sur-le-Main.
- Burawoy, Michael** (2021) : *Public Sociology. Between Utopia and Anti-Utopia* [Sociologie publique. Entre utopie et anti-utopie] Cambridge.
- Davis, Mike** (2008) : *Wer wird der Arche bauen ? Das Gebot zur Utopie in Zeitalter der Katastrophen* [Qui va construire l'arche ? L'injonction pour l'utopie à l'époque des catacrophes]. dans *Telepolis* : [www.heise.de/tp/r4/artikel/29/29329/l.html](http://www.heise.de/tp/r4/artikel/29/29329/l.html) (consulté le 20.03.2022.)
- DESA** — United Nations Department of Economic and Social Affairs (2011) : *The Great Green Technological Transformation. World Economic and Social Survey 2011*, New York.
- DGB** Verteilungsbericht (2021): *Ungleichheit in Zeiten von Corona* [Inégalité en temps coronaïque] Berlin.
- Dörre, Klaus** (2021) : *Die Utopie Des Sozialismus. Kompass für eine Nachhaltigkeits-Revolution* [L'utopie du socialisme. Boussole pour une révolution de durabilité] Berlin.
- Dörre, Klaus** (2020) : *Die Corona-Pandemie — eine Katastrophe mit Sprengkraft* [La pandémie coronaïque — un catastrophe à la vertu explosive] dans le *Berliner Journal für Soziologie*, 30, pp.165-190.
- Gates, Bill** (1995) : *Der Weg nach Vorn. Die Zukunft der Information gesellschaft* [La route droite-devant. L'avenir de al société de l'information] Hambourg.
- Gramsci, Antoni** (1991) : *Gefängnis Kritische Gesamtausgabe* [Œuvres complètes critiques en prison], vol. 2, cahier 2-3, Hambourg.
- Green New Deal Group** (2008) : *A Green New Deal. Joined up policies to solve the triple Crunch of the credit crisis, climate change and high of Prices* [A Geen New Deal. Rabouter des politiques pour résoudre la triple crise cruciale, crédit changement climatique et augmentation des prix] Londres
- Hardenberg, Nina von** (2020) : *Deutschland schiebt wieder ab* [ L'Allemagne repousse à nouveau], dans la *Sddeutsche Zeitung* du 25.07.2020. <https://www.sueddeutsche.de/politik/abschiebung-coronavirus-1.4967943>. (consulté le 20 mars 2022).
- Harvey, David** (23005) : *Der neue Imperialismus* [Le nouvel impérialisme] Hambourg.
- Kaiser, Julia** (2020) : *#Wir fahren zusammen. Die Allianz von Fridays for Future and ver.di im N Bereich Nahverkehr als Exemple ökologischer Klassenpolitik.* [#Faisons route ensemble. L'alliancede Fridays for Future et ver.di dans le domaine du transport public comme exemples de classes politiques écologiques.] Dans : Dörre, Kalius ; Holzschuh, Madeleine ; Köster, Jakob ; Sittel, Johann (éditeurs): *Abschiede von Kohle und Auto? Social-ökologische Transformations konflikte um Energie und Mobilität* [Adieu au charbon et à l'auto? Conflits de transformation sociale-écologique autour de l'énergie et de la mobilité, Francfort-sur-le-Main /New York, p.267-284.
- Keynes, John Maynard** (2007) : *Das Langezeit problem der Vollbeschäftigung* [Le problème de longue date du plein emploi] Dans Reuter, Norbert : *Wachstumseuphorie und Verteilungsrealität. Wirtschaftspolitische Leitbilder zwischen Gestern und Morgen* [Euphorie de croissance & Réalité de répartition. Modèles d'économie politiques enter hier et aujourd'hui], Marbourg, pp.159-164.
- Luxembourg, Rosa** (1979): *Karl Marx*, dans, de la même auteure : *Gesammelte Werke*, Vol. 1,2, Berlin, pp.369-377.
- OCDE**- Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (2011): *Towards Green Growth* [Vers la croissance verte], Paris.
- Malm, Andreas** (2020): *KlimalX*. Berlin.
- Paech, Niko** (2005) : *Nachhaltiges Wirtschaften jenseits von Innovationsorientierung und Wachstum. Eine Unternehmensbezogene Transformationstheorie.* [ Économies durables au-delà des orientations d'innovations et de croissance. Une théorie de transformation reliée à l'entreprise]. Marbourg.
- Polanyi, Karl** (1995) : *The Great Transformation. Politische und ökonomische Ursprünge von Gesellschaften und Wirtschaftssystemen* [La grande transformation. Origines politiques et économiques ds sociétés et systèmes économiques.] Francfort-sur-le-Main.
- Polanyi-Levitt, Karl** (2013) : *From the Great Transformation to the great Financialisation. On Karl Polanyi and Other Essays* [Depuis la grande transformation à la grande financiarisation. Sur Karl Polanyi et d'autres essais]. Chicago.
- Pitzke, Marc ; Sandberg, Dritta ; Schaap, Fritz ; Schindler, Jörg** (2020) : *Das Armutszeugnis* [Le certificat de pauvreté] dans *Der Spiegel* 23/2020, pp.86-91.
- Pye, Oliver** (2017) : *Für einen Labour turn in der Umweltbewegung. Umkämpfte Naturverhältnisse und Strategien sozial-ökologischer Transformation.*[Pour un Labour turn dans le mouvement environnemental. Relations avec la nature et stratégies d'une transformation sociale-écologique. dans *Prokla*, 189, 47, 4, pp.517534.
- Sachs, W.** (2013) ; *Missdeuteter Vordenker. Karl Polanyi und seine "Great Transformation"* [Un précurseur mal interprété. Karl Polanyi et sa "grande transformation".] dans : *Politische Ökologie* 133, pp.178-23.
- Schacht schneider, Ulrich ; Adler, Frank** (2010) : *Green New Deal, Suffizienz oder ökosozialismus ? Konzepte für Gesllscgaftliche Wege aus der Ökocrise* [Great New Deal, Green New Deal, suffisance ou écosocialisme ? Concepts pour sortir de la crise écologique par la voie sociétale], Munich.
- Steg, Joris** (2020) *Normale Anomalie. Die Coronakrise als Zäsur und Chancedans: Blätter für Deutsche u. internationale Polmitik*, 65 (6), pp.71-79.
- Steiner, Rudolf** (1991) : *Die Kernpunkte der Sozialen Frage in den Lebensnotwendigkeiten des Gegenwart und Zukunft* [Les points cardinaux de la question sociale dans les nécessités de la vie du présent et du futur]. Dornach.
- Strawe, Christoph ; Bleicher, André** (en cours de publication, probablement en 2023) : *Einleitung* [Introduction] dans: Steiner, Rudolf : *Schriften* [Écrits] —Kritische Ausgabe, vol. 13, édité par Christian Clement, Stuttgart-Bad Cannstatt.
- Streeck, Wolfgang** (2013) : *Gelaufte Zeit. Die vertagte Krise des demokratischen Kapitalismus* [Tems écoulé. La crise différée du capitalisme démocratique], Berlin.
- Wallerstein, Immanuel** (2014) : *Die Strukturelle Krise oder Warum der Kapitalismus sich nicht mehr rentieren könnte* [La crise structurelle ou pourquoi le capitalisme pourrait ne plus être rentable], dans I. Wallerstein, Immanuel ; Collins, Randall ; Mann, Michael ; Deluguan, Georgi ; Calhoun, Craig ; *Stirbt der Kapitalismus? Fünf Szenarien für das 21. Jahrhundert* [Le capitalisme est-il en train de mourir ? Cinq scénarios pour le 21<sup>ème</sup> siècle], Francfort-sur-le-Main.
- WBGU** — *Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen* [Comité consultatif scientifique du gouvernement fédéral sur les changements environnementaux mondiaux] (2011)*Welt im Wandel. Gesellchaftsvertrag führt eine große Transformation* [Monde en changement. Contrat sociétal pour une grande transformation], Berlin.
- Weber, Max** (1986): *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie* [Recueil d'essais sur la sociologie de la religion] , vol. 2, Tübingen.
- Weizäcker, Ernst Ulmrich von ; Hargroves, Karlson ; Smith, Michael** (2010) : *Factor Fünf. Die Formel für nachhaltiges Wachstum* [Le facteur 5. La formule pour une croissance durable]. Munich.

## Auteur

**André Bleicher** : est né en 1963 ; formation d'électromécanicien, études sur la gestion d'entreprise et la sociologie, membre fondateur de l'Institut Lorenz Oken à Herrschried et de l'Institut pour les questions sociales du présent à Stuttgart, dont il est membre du *Vorstand* depuis 2015. Activité comme développeur d'organisations et de coopérations dans les réseaux des petites et moyennes entreprises, collaborateur scientifique au *BTU Cottbus* et de l'université de Leipzig, professeur invité pour l'institutionnalisme coopératif de l'université *Lumière II* de Lyon, professeur de développement des affaires et de l'économie au *FH Salzburg* depuis 2012 à l'université Biberach et recteur du lieu depuis 2017.